

**72ème Assemblée générale des
Nations unies - Climat -
Intervention de M. Nicolas Hulot,
ministre de la transition écologique
et solidaire**

(New York, 18 septembre 2017)

Monsieur le Directeur, les Administrateurs, Chers Amis,

Parfois je me dis que dans ce monde complexe, garder l'espoir est un acte de bravoure, mais il y a quand même de temps en temps, de bonnes nouvelles et ceci en fait partie. Comme vous l'avez évoqué, quand nous sommes unis, rien ne nous est impossible.

Alors on célèbre cette année le 30ème anniversaire du Protocole de Montréal, et c'est vrai, c'est une des grandes réussites de la communauté internationale en matière de protection de l'environnement. Et donc cela nous donne effectivement un peu d'espoir sur l'Accord de Paris.

Tout cela grâce évidemment à des efforts collectifs qui ont rassemblé, et c'est notable, aussi bien des pays en développement que des pays industrialisés et la couche d'ozone pourrait, et on va en faire presque une certitude, être dans les 30 prochaines années complètement reconstituée. Serons-nous capables de faire la même chose pour le climat ? Cela sera peut-être un petit peu plus long et un petit peu plus complexe. En tout cas, comme je l'ai dit, cela démontre, que quand on est unis, on peut faire de grandes choses et cela vaut donc pour l'Accord de Paris.

Alors je salue ici la mobilisation, et je ne suis pas le seul à le faire mais vous le méritez, exceptionnelle, du Rwanda qui nous a permis de franchir une étape cruciale, probablement, avec l'amendement de Kigali sur les HFC qui vient compléter, et on en a bien besoin, l'Accord de Paris.

Cela démontre une nouvelle fois la qualité justement du Protocole de Montréal qui démontre qu'on peut simultanément protéger la couche d'ozone et agir pour le climat.

Un an après ces négociations, le temps est maintenant à l'action et vous l'avez souligné, les uns et les autres, le Rwanda et le Canada, que je remercie d'ailleurs au passage pour cette invitation. Alors justement, ce qui nous concerne, la France, on va essayer dans ce domaine comme dans d'autres, de mettre en oeuvre cet amendement pour bannir l'utilisation des HFC.

Dès que l'amendement avait été adopté, nous avons entamé le processus de ratification. Et je peux vous annoncer que la loi de ratification sera présentée au conseil des ministres le 27

septembre prochain par le ministre des affaires étrangères.

Mais comme il ne suffit pas dans ce domaine simplement de ratifier l'amendement, pour ma petite contribution, c'est pourquoi j'ai inclus dans le plan climat que j'ai présenté il y a peu de temps un projet de taxe sur les HFC afin d'encourager tous les industriels à se tourner vers des solutions moins polluantes. Et cette nouvelle taxe qui est tout simplement une extension du prix du carbone sera en vigueur dès 2018. Merci./.